1835.

mesure qu'il a reçu mission de défendre. Importance qui existe d'obtenir la sanction de l'Acte d'assurance. Page 403

14 décembre,
Trésorerie.

Stanley à Hay. Au sujet du mémoire venant de Lanark destiné à obtenir la rémission anticipée de leurs réclamations, ces avances devront être faites à même le fonds des terres, lequel devra être prélevé en même temps. 114

14 décembre,
Trésorerie.

Stanley à Grey. Les lords de la Trésorerie ont reçu avis de la demande projetée d'une partie du revenu des terres et du revenu casuel pour l'appliquer au paiement des réclamations non réglées au sujet des dommages causés par la guerre avec les États-Unis, et ils ont autorisé le lieutenant-gouverneur à prendre £20,000 à cet effet sans attendre qu'une somme équivalente soit votée par la législature locale ; mais ils se proposent de ne sanctionner aucune dépense à même le fonds impérial jusqu'à ce que la législature ait fourni les £20,000.

14 décembre,
Artillerie.

Byham à Hay. A propos de la correspondance relative aux nouvelles casernes, etc., à Toronto, il transmet des extraits de lettres de l'officier du génie en chef à l'inspecteur général des fortifications. Au sujet des casernes, Colborne et Nicolls désirent qu'une aile soit commencée avant que la somme nécessaire à la construction complète soit fournie, car il est à souhaiter que les troupes abandonnent la caserne en pièces de bois brut qui a été condamnée. Dans les circonstances le bureau approuve cette proposition, et sur réception du consentement de Glenelg des ordres seront adressés aux officiers du Canada. Les plans et l'estimation ne laissent prévoir aucune diminution dans le montant total prévu. Le plan n° 2 doit être renvoyé à l'Artillerie. 77

Inclus. Extrait d'un rapport de Nicolls à l'inspecteur général des fortifications. 80

Plan de la partie des réserves militaires données au bénéfice de la ville de Toronto. 82a

17 décembre,
Toronto.

Mackenzie à Glenelg. Il transmet un premier rapport au sujet du montant dépensé pour le canal Welland. Il a sacrifié beaucoup de temps à s'enquérir du mode d'administration du canal et il a trouvé qu'il était le même que dans la plupart des bureaux publics. Un voyage dans le Bas-Canada l'a convaincu que la position qu'il a prise était correcte relativement à la politique du gouvernement dont il (Glenelg) fait partie alors que des tentations étaient faites d'opprimer les Irlandais. Glenelg a essayé de rendre nul l'Acte de de la Constitution du Canada, et au lieu d'appuyer un gouvernement économe, il a permis toutes espèces d'abus. Il ne consentira jamais à une taxe supplémentaire pour rembourser aux capitalistes les dépenses faites à payer l'intérêt des emprunts, comme pour compenser l'insuccès subi dans leur entreprise de canaux. Le rapport exposant les griefs, ainsi que le premier rapport du commerce, contiennent des preuves complètes, dont on n'a cependant point tenu compte. Il lui a semblé que la politique de partisan faite par Colborne avait l'approbation du gouvernement anglais et ça ne fait rien que ce soit une administration réformiste ou anti-réformiste. Il ridiculise les concessions faites par Gosford dans le Bas-Canada. Lorsque le Canada aura appris les leçons qu'il (McKenzie) enseigne, aucun gouvernement ne pourra fouler aux pieds les droits de ce pays, et alors l'Angleterre constatera son désappointement si elle désirent entretenir des relations amicales. Il voit clairement que Glenelg ne prend l'avis que des ennemis de la réforme. Cinq années d'administration par les whigs ont suffi pour lui démontrer qu'ils étaient les pires ennemis que le Canada put avoir à combattre. Il se plaint au sujet du Conseil et sur d'autres points. 571

Inclus. Rapport sur le canal Welland, où se trouvent dénoncées son insécurité et sa mauvaise condition. 577